

Allocution de M. Ortoli
devant l'Association Belgo-Américaine

(21 Mars 1974)

A la suite du conflit du Moyen-Orient, puis de la crise de l'énergie, les relations Europe-Etats-Unis ont connu une réelle dégradation.

Cette détérioration intervient au moment même où la construction européenne traverse une période critique, révélée elle aussi par les événements de la fin de 1973.

Il ne s'agit pas là d'une simple coïncidence : l'importance des relations Etats-Unis/Europe pour la construction européenne se trouve, en fait, paradoxalement confirmée. La redéfinition des équilibres internationaux, dont la crise énergétique a marqué un tournant décisif, affecte l'ensemble du processus d'unification de l'Europe et par conséquent l'un de ses aspects externes les plus fondamentaux : ses rapports avec les Etats-Unis.

Le soutien américain aux efforts d'unification de l'Europe a constitué un élément déterminant de la construction européenne depuis ses origines, et nous ne l'oublions pas.

On conçoit, dès lors, que la multiplication des querelles de détail et des débats de principe, des heurts et des frictions au cours des dernières semaines, de même que la rudesse inhabituelle des propos tenus de part et d'autre de l'Atlantique, aient pu susciter des réactions d'amertume ou de désarroi chez de nombreux européens.

Je serais cependant enclin, pour la part, à considérer qu'il faut, avant tout, savoir "raison garder". Car plus grandes sont les incertitudes, plus profondes les remises en cause - réelles ou seulement apparentes - et plus précieuses paraissent alors les vertus de l'élémentaire bon sens.

Je me souviens d'avoir dit à Amsterdam, au mois de Mars 1973, que j'étais "convaincu que de bonnes relations entre les Etats-Unis et l'Europe étaient nécessaires, et que j'étais sûr qu'elles étaient possibles".

Je reste aujourd'hui de cet avis : les modifications du contexte international, intervenues ou confirmées depuis un an, n'ont pas, à mon sens, remis en question, bien au contraire, la nécessité de ces bonnes relations.

Et pour peu que l'on ne demande pas à l'Europe de renoncer à ses ambitions les plus légitimes, je crois très profondément que de telles relations - renouvelées et renforcées sur une base égalitaire - demeurent possibles.

Il est évident que les prémisses sur lesquelles avaient été fondées les relations Etats-Unis/Europe, au lendemain du dernier conflit mondial, sont aujourd'hui dépassées.

De nouveaux protagonistes sont apparus sur la scène mondiale, qui sont à la recherche de leur identité et d'un rôle international accru : le Japon, la Chine et, bien sûr, la Communauté élargie en marche vers l'Union Européenne. Des conditions stratégiques nouvelles se sont instaurées du fait de la parité nucléaire Etats-Unis/URSS et des progrès consécutifs de la détente depuis 1969. Enfin, les développements récents touchant aux relations entre pays producteurs et pays consommateurs d'énergie et de matières premières, soulignent l'évolution en cours vers de nouvelles formes de rapports économiques internationaux.

Ces mutations profondes conduisent sans doute à reconsidérer les modalités et les formes des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis, mais non leur principe et leur importance primordiale.

- Nous croyons en matière de sécurité que l'alliance qui nous unit est une véritable alliance, faite dans l'intérêt de chacun des alliés, dans laquelle chacun trouve son avantage, et qui doit être comprise et admise comme telle.

- Deuxième point : les bouleversements intervenus sur la scène mondiale ont engendré de nouveaux défis, communs aux Etats-Unis et à l'Europe, pour lesquels des réponses concertées sont indispensables.

La crise énergétique constitue le plus marquant de ces défis communs. A cet égard, je voudrais d'ailleurs souligner que malgré les divergences constatées à Washington sur les suites à donner à la conférence de Février 1974, un large accord des treize participants s'y est manifesté sur l'analyse des répercussions de la crise pétrolière et sur la nécessité d'une coopération.

Face aux difficultés de balance des paiements liés à la hausse des produits pétroliers, seul le respect d'un minimum de règles de bonne conduite peut permettre, en effet, d'éviter un retour aux désordres des années 30, en assurant la mise en place d'un système monétaire international transitoire, et en préservant la structure libérale et l'expansion des échanges, auxquelles les Etats-Unis et la Communauté ont déjà tant

contribué. A plus long terme, une coopération est par ailleurs souhaitable en vue d'assurer une confrontation satisfaisante de l'offre et de la demande d'énergie sur le marché mondial.

Enfin, au-delà même des conséquences de la crise énergétique, la définition urgente d'un nouvel ordre économique et monétaire international, destiné à asseoir sur des bases durables la prospérité et la paix mondiale, rend plus nécessaire encore le maintien de relations sereines entre l'Europe et l'Amérique. Par nature, certains problèmes nous imposent de travailler ensemble. Nous devons aborder la recherche de mécanismes assurant une stabilité monétaire réelle, et une croissance économique fondée sur le développement du commerce, comme une affaire d'intérêt commun dans laquelle nous devons atteindre une même appréciation des situations et une même vision des solutions.

L'Amérique et l'Europe doivent aborder cette nouvelle étape des relations internationales dans un climat d'entente retrouvée. C'est pourquoi il importe qu'elles soient dissipés aussi rapidement que possible les malentendus accumulés depuis trop longtemps entre nous.

Malheureusement, la rapidité des évolutions, leur accélération au cours de l'année 1973, le fait enfin qu'elles n'aient pas encore trouvé leur point d'équilibre, n'ont pas permis de part et d'autre, aux mentalités et aux comportements de s'adapter aux réalités nouvelles. Aussi le problème majeur des relations euro-américaines est-il aujourd'hui d'abord un problème de "prise de conscience".

Pour cette raison, je pense que les orientations fondamentales d'une "remise à neuf" de ces relations doivent être déterminées avant tout en fonction de considérations de fait et non de positions de principe rigides. L'ajustement des rapports, entre pays amis de longue date, constitue une entreprise suffisamment difficile pour qu'il ne soit pas nécessaire de créer artificiellement des motifs supplémentaires de désaccord qui grossissent abusivement des différends souvent mineurs, et qui sont susceptibles le plus souvent d'être réglés sur une base technique à la satisfaction des deux parties.

Je considère, pour la même raison, qu'une dédramatisation des relations euro-américaines est indispensable au rétablissement rapide de rapports de confiance. Les polémiques, les procès d'intention apparaissent, au demeurant, d'autant plus stériles que les responsabilités des désaccords sont largement partagées.

Paralysés par leurs divergences internes, les Européens donnent trop souvent à leur partenaire américain, une impression d'inertie, d'indécision, qui est source d'irritation, et surtout d'incompréhension.

L'Europe, la nécessité de son unité, sont hélas mieux perçus à l'extérieur que par les européens eux-mêmes. Bien souvent même, il faut le reconnaître, les progrès dans l'affirmation de la personnalité européenne ont été le fruit de sollicitations extérieures plus que d'initiatives communautaires.

De leur côté, les Etats-Unis éprouvent aussi quelques difficultés à réapprécier leurs relations avec l'Europe en fonction des nouvelles données internationales. Trop souvent, des décisions importantes, ayant des répercussions sur leurs partenaires extérieurs, sont prises en fonction de considérations essentiellement américaines. Je songe en particulier à la politique monétaire qui, dans un système international en crise, s'est révélée mal adaptée aux responsabilités mondiales du dollar.

Au total, l'assainissement du climat psychologique fâcheux qui prévaut actuellement entre les deux rives de l'Atlantique permettra seul de donner toute sa plénitude à des liens qui restent fondamentaux pour l'Europe. Celle-ci est déterminée à poursuivre et à renforcer son "dialogue constructif" avec les Etats-Unis, conformément aux engagements pris par les Chefs d'Etats et des Gouvernements des neuf lors du Sommet de Paris d'Octobre 1972.

La Commission est, pour sa part, favorable à une coopération aussi active que possible avec les Etats-Unis et à l'approfondissement des contacts nombreux qui se sont développés au cours des dernières années. En outre, elle partage le souci légitime, exprimé par les autorités américaines et qu'elle a exprimé elle-même, d'une plus grande considération des intérêts du partenaire, dans la mise en oeuvre des politiques économiques et monétaires respectives.

Il reste cependant bien certain, et je voudrais sur ce point être très clair, que la rénovation et le renforcement de nos relations avec les Etats-Unis ne sauraient affecter la détermination des Neuf de s'affirmer comme une entité distincte et originale.

On ne peut se féliciter, en effet, de voir l'Europe prendre son envol et vouloir, dans le même temps, qu'elle se coupe les ailes, c'est-à-dire qu'elle se refuse à avoir ses conceptions, et sa politique. L'Europe se veut adulte et majeure. Il faut le comprendre et l'admettre.

Il s'agit là d'abord d'une question de logique et, une fois encore, d'une question de fait.

Je reste convaincu que le pragmatisme américain saura accepter cette logique et reconnaître ces faits.

Pour ce qui relève de la logique, je dirais simplement que les Etats-Unis ne peuvent appuyer la construction européenne, comme ils n'ont pas cessé de le faire, tout en contestant, de manière souvent peu convaincante, ses réalisations concrètes, qu'il s'agisse de la politique agricole commune ou des relations commerciales particulières que les liens de la géographie et de l'histoire ou les responsabilités propres à l'Europe l'ont conduit à nouer, ou des incidences de l'élargissement sur le commerce mondial. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des problèmes, mais il faut en discuter, comme d'ailleurs nous le faisons - et d'une manière parfois serrée -, sur une base objective et sereine. J'ajoute que sur ce point nous avons fait des progrès dans la compréhension réciproque.

On ne peut de même souhaiter l'unité politique de l'Europe et regretter qu'elle ne réalise pas plus rapidement son intégration économique et dans le même temps oublier que la nouvelle Europe doit avoir, si je puis dire, les moyens de sa politique. Peut-on à la fois demander à l'Europe de faire face, avec son allié l'Amérique, aux nouveaux défis communs dont les origines et les implications sont manifestement internationales, et mettre en doute ses responsabilités mondiales ?

Au bout du compte, les Etats-Unis doivent comprendre que l'issue de leur coopération avec l'Europe dépendra très directement des progrès futurs de l'unification européenne qui, c'est leur justification première, ne peuvent se réaliser que sur une base indépendante, sans évidemment nuire à cette coopération que nous recherchons.

Ils doivent aussi réaliser, et j'en viens là aux constatations de fait, que l'Europe possède des responsabilités particulières et des intérêts propres qui peuvent différer, parfois, des intérêts américains, qu'elle a des problèmes qui sont les siens, et qu'elle a le devoir, sans se mettre en contradiction avec sa politique d'ensemble, de traiter par elle-même. Il ne sert à rien de se voiler la face pour refuser de voir les réalités. La dépendance de l'Europe vis-à-vis du pétrole arabe (90 % de l'approvisionnement pétrolier de la Communauté contre 10 % seulement pour les Etats-Unis) donne sur un point particulier, souligné par l'actualité, la mesure de ces différences.

Par ailleurs - autre exemple - il existe des liens anciens et profonds, qui expliquent que l'Europe cherche à renforcer sa coopération avec les pays arabes, comme elle le fait avec les pays méditerranéens. Cela ne signifie pas que cette coopération - envisagée, je le souligne, avant la crise de l'énergie - doive nuire à quiconque, et notamment aux Etats-Unis.

Cela ne signifie pas non plus que l'identité européenne se mesure à la distance prise vis-à-vis des Etats-Unis. Il est temps d'en finir avec ce climat de méfiance et les procès d'intentions. Il s'agit seulement de reconnaître que la route que nous devons faire ensemble est avant tout déterminé par la force de notre amitié mais aussi par la communauté de nos problèmes et de nos intérêts.

Les difficultés actuelles comportent des enseignements précieux, dont je souhaite que l'Europe et les Etats-Unis sachent tirer profit. J'ai tenté d'en dégager quelques-uns devant vous. Pour ce qui concerne la Communauté, la principale leçon me paraît être, en tous cas, la nécessité mise une nouvelle fois en pleine évidence de surmonter ses divisions internes, ses querelles pour progresser de manière plus déterminée vers l'objectif d'Union européenne.

Nos rapports avec les Etats-Unis nous posent, une fois de plus, le problème de notre identité. Il nous appartient de relever le défi. Et au bout du compte, si nous parvenons à être davantage nous-mêmes, je suis convaincu que les Etats-Unis y trouveront leur intérêt. Je le dis avec confiance et avec amitié.